

Aide au développement : de la famine à la malnutrition chronique

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1282

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025657>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

De la famine à la malnutrition chronique

La FAO (Food and Agriculture Organisation) a mis sur pied à mi-novembre à Rome un vaste rassemblement de chefs d'Etat. Quand bien même l'éradication de la malnutrition serait à la portée de l'homme, ils n'ont osé promettre à tous le «pain quotidien».

LA RÉCAPITULATION, SUR 150 ans de notre histoire contemporaine, des grandes famines est une leçon d'humilité. Plus que le ciel, l'homme est l'ennemi de l'homme.

L'Inde, la Chine, l'Afrique y figurent pour des raisons climatiques parfois. Sont encore en mémoire la sécheresse exceptionnelle du Sahel, les inondations du Bangladesh.

Mais plus souvent encore, les fatalités climatiques ne sont pas à l'origine du désastre, mais la guerre civile: celle du Biafra a provoqué 2 millions de morts. D'autres sont contemporaines. Et surtout l'Europe, portée à considérer la famine comme un fléau exotique, tend à occulter les 2 à 3 millions de morts irlandais (1846-47) et les 4 à 6 millions de morts russes et ukrainiens provoqués par la collectivisation forcée.

Prévisions pessimistes

Aujourd'hui l'efficacité des moyens de transport, l'importance des réserves stockées rendent maîtrisable toute famine, pour autant que les secours aient accès aux populations frappées. En revanche la malnutrition chronique frappe des centaines de millions d'individus. Par malnutrition il ne faut pas entendre une privation de nourriture qui peut être passagère, mais un déséquilibre des éléments nutritifs tel qu'il entraîne des modifications irréversibles du métabolisme et de la santé (la suralimentation des pays riches serait aussi une forme de malnutrition!). La FAO

estime à 800 millions dans les pays en voie de développement les personnes victimes de malnutrition, dont 200 millions d'enfants environ.

Or la croissance démographique risque d'entraîner une forte augmentation des victimes, en Afrique notamment. Pour 2010 on prévoit, pour ce continent, que 300 millions de personnes seront frappées.

La problématique

Les analystes ont souvent présenté les causes économiques et politiques de la malnutrition. Pour mémoire. La monoculture de denrées d'exportation a été poussée au détriment des cultures vivrières. Le pouvoir a imposé des prix très bas pour calmer les populations urbaines et maintenir des salaires peu élevés facilitant les exportations, donc l'acquisition de devises au profit de la classe aisée, des castes militaires etc... Les prix agricoles trop bas empêchent le développement d'une agriculture indigène efficace. Les grandes organisations internationales (FAO, Banque mondiale par son agence pour le développement AID) portées à soutenir les

grands projets tiennent désormais mieux compte de cette problématique, notamment dans l'octroi de crédits: 100 milliards par an pour l'AID. L'aide des Etats a souvent été viciée: surplus alimentaires écoulés à prix cassés par les Etats-Unis ou l'Union européenne; aide qui a pour but premier l'achat par le pays soutenu des produits du pays souteneur, y compris le matériel militaire. Le Gatt a introduit, un peu, un commencement d'ordre dans ces marchés faussés.

La DDC

L'aide suisse, d'assistance, technique, financière, économique a bonne réputation, gérée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) rattachée au Département des affaires étrangères. Elle gère un budget d'un milliard, dont un tiers pour les actions multilatérales et deux tiers pour l'aide directe.

Parmi ses moyens d'action, le don commercialisé que DP avait préconisé. Walter Fust, directeur de la DDC, le définit ainsi. «Seule l'aide d'urgence est gratuite; les autres produits alimentaires sont vendus à des prix correspon-

dant aux prix locaux. Les recettes ainsi générées sont utilisées pour acheter des manuels scolaires, par exemple, de sorte que nous obtenons un effet double, sans préjudice pour la configuration locale des prix» (*Mois économique et financier*, 11/92). Peu de choses devant l'immensité du défi. Mais tout de même une solidarité concrète. ag

La sous-nutrition se cache dans toutes les sociétés

DANS NOTRE PAYS réputé riche, il est peut-être disproportionné de parler de malnutrition chronique. Pourtant de nombreux enseignants et éducateurs signalent des cas d'alimentation d'enfants et d'adolescents nettement insuffisante. En France, *Le Monde* (14 décembre 1996) donnait la parole à un directeur d'établissement scolaire repérant des élèves mangeant pour repas principal à midi un seul sandwich. Dans ce collège du département de l'Oise, où la population s'est sérieusement paupérisée au fil des années, des enfants ne pouvaient s'inscrire au restaurant scolaire parce qu'issus de familles financièrement exsangues.

Un fonds social collégien a heureusement repéré ces cas de malnutrition et financé leur repas. D'après le médecin du collège, quand les parents se trouvent dans une situation sociale précaire, la question de l'alimentation n'est pas perçue et ce sont les enfants qui en subissent les conséquences.

L'augmentation de ces cas mériterait un coup de projecteur médiatique.